

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60 000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 26/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE (ex AKZO NOBEL CO)

29 rue Jules Uhry
60160 Thiverny

IC-R/0439/23-YY
Code AIOT : 0005101361

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2023 dans l'établissement AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE (ex AKZO NOBEL CO) implanté Z.I. LES BAS PRES BP 70113 60160 Montataire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE (ex AKZO NOBEL CO) ;
- Z.I. LES BAS PRES BP 70113 60160 Montataire ;
- Code AIOT : 0005101361 ;
- Régime : Autorisation ;
- Statut Seveso : Non Seveso ;
- IED : Non.

La société AKZO NOBEL Decorative Paints France de Montataire est spécialisée dans la fabrication de peintures de grandes marques (ASTRAL, LEVIS, SIKKENS, TRIMETAL, VALENTINE, etc.). Les peintures sont destinées à l'utilisation grand public et bâtiment. Le process consiste à mélanger divers composés pour fabriquer des peintures en phase aqueuse.

Les opérations de fabrication ne produisent pas de réactions chimiques entre les matières premières.

Les produits fabriqués sur le site sont vendus soit directement par Akzo Nobel via ses différents points de vente soit aux professionnels du bâtiment, aux établissements de bricolage et aux artisans.

Les activités du site sont encadrées par plusieurs actes administratifs dont notamment l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 septembre 2018 visant à encadrer les activités de fabrication de peintures et de revêtement.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Cessation d'activité partielle.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constat suivante ne fait pas l'objet de proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PC 1 : Cessation partielle d'activité	Code de l'environnement du 01/01/2023, article R. 512-75-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose à madame la préfète d'acter la cessation d'activité concernant la fabrication de lasures, vernis et peinture à base de solvants. Il a été demandé à l'exploitant de fournir un mémoire de remise en état des zones concernées par l'arrêt de production de produits solvantés, compatibles avec un usage industriel.

Le site n'est plus classé SEVESO seuil bas, un arrêté préfectoral sera proposé ultérieurement pour acter la nouvelle situation administrative du site après examen d'une étude de dangers actualisée du site de Montataire.

Toutefois, l'inspection a proposé un arrêté complémentaire en vue de demander à l'exploitant de transmettre l'étude de dangers citée ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

PC 1 : Cessation partielle d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2023, article R. 512-75-1
Thème(s) : Autre, Cessation partielle